



Berlin Eco

NUMERO 21

8 juillet 2020

© DG Trésor

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon le rapport conjoncturel de la [Börsen-Zeitung et de l'institut ZEW](#), les prévisions conjoncturelles des banques et instituts de recherche allemands et européens (valeur médiane) anticipent une chute du PIB de 6,4% pour 2020 ainsi qu'une reprise en 2021 estimée à +4,7%. La consommation privée reculerait quant à elle de 5,5% en 2020 avant d'augmenter de 5,9% en 2021. De même, les estimations voient les exportations et importations chuter respectivement de 12,5 et 8,9% en 2020 avant un rebond de 8,5 et 7,5% en 2021. La médiane des prévisions anticipe un taux de chômage stabilisé à 6,1% en 2020 et 2021, tandis que les prix à la consommation n'augmenteraient que de 0,5% en 2020 puis de 1,6 en 2021.

Les dernières prévisions conjoncturelles de l'[ifo](#) anticipent un recul du PIB de 6,7% en 2020 ainsi qu'un regain de 6,4% en 2021.

La [Commission européenne](#) prévoit quant à elle une baisse de 6,25% du PIB allemand cette année, qui devrait être suivie d'un rebond de 5,25% en 2021.

D'après [Destatis](#), le nombre commandes manufacturières a augmenté de 10,4% (réel) en mai, ce qui témoigne d'une réelle reprise de l'activité après une chute des commandes de 26,2% en avril ; celle-ci reste inférieure de 29,3% par rapport au mois de mai 2019. Selon [Destatis](#) la production industrielle augmente de 7,8% en mai 2020 par rapport à avril où la production avait chuté de 17,5% ; celle-ci reste inférieure de 19,3% par rapport à mai 2019. Selon un sondage de l'[ifo](#), 17% des entreprises allemandes du secteur de l'industrie se disent menacées par la crise du coronavirus.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le [Bundestag](#) a voté un second budget rectificatif prévoyant un nouvel endettement de 61,78 Md€. Le montant total des dépenses votées atteint donc 508,53 Md€ en 2020 (362 Md€ prévus par l'Etat fédéral avant la crise). Ce nouveau budget prévoit notamment une augmentation des dépenses consacrées aux investissements publics qui devraient ainsi atteindre 71,29 Md€ cette année contre 42,9 Md€ engagés dans le projet de loi de finances initial. Le ministère anticipe une chute des recettes fiscales qui devraient tomber à 264,45 Md€ en 2020 contre 325 Md€ escomptés dans le projet de loi de finances initial pour le Bund. Pour équilibrer ce nouveau budget 2020, le Bundestag autorise un nouvel endettement net de 217,77 Md€ en 2020. Le remboursement de ces crédits commencera en 2023 et devrait s'étaler sur plus de 20 ans.

POLITIQUES SOCIALES

Le Bundestag a voté le 2 juillet 2020 la [loi](#) introduisant **une retraite de base** pour les personnes rémunérées en moyenne moins de 80 % du salaire moyen lors d'une longue vie active (au moins 33 ans en incluant les congés parentaux et de soin à des proches en situation de dépendance) : l'allocation



complémentaire retraite « *Grundrente* » d'un montant maximal de 400€ entrera en vigueur au 1er janvier 2021 pour 1,3 million de bénéficiaires.

Selon une [étude](#) de l'institut IAB affilié à l'agence fédérale du travail, 8,6% des entreprises ont licencié du personnel entre début avril et la mi-mai 2020, cette part étant moins élevée (4,3%) dans les grandes entreprises (plus de 250 salariés). Parmi les entreprises se déclarant affectées par la crise du corona (60%), 44% ont recouru au chômage partiel, dont 35% n'ont effectué aucun licenciement.

Selon une [enquête](#) de l'IAB, 20% des salariés soumis à cotisations sociales percevaient l'allocation de chômage partiel en mai (22% des hommes, 19% des femmes). Les salariés concernés ont réduit en moyenne leur temps de travail de 58% (62% pour les femmes, 55% pour les hommes), un quart d'entre eux complètement (« *Kurzarbeit Null* »).

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

En 2018, les activités de **Wirecard** en Europe et aux Etats-Unis auraient été, d'une part, déficitaires à cette période selon des informations du *Financial Times* et, d'autre part, auraient conduit **BayernLB** à lui refuser tout crédit pour soupçon de blanchiment d'argent. La Landesbank avait alors saisi la *Financial Intelligence Unit* (équivalent de Tracfin), puis une 2^{ème} fois en 2019, sans que suite n'ait été donnée, selon le *Handelsblatt*. Le groupe parlementaire du FDP (parti dans l'opposition) demande la constitution d'une [commission d'enquête](#) sur les éventuels dysfonctionnements de la BaFin.

Malgré les programmes d'aide que la banque publique **KfW** doit financer, cette dernière réduit ses [émissions d'obligations](#) de 75 à 65 Md€ pour 2020. Elle s'est en effet refinancée auprès de la BCE à hauteur de 13,4 Md€ (*TLTRO III*) et le Bund a mis à sa disposition 100 Md€ (fonds de stabilisation économique, *WSF*) dont elle compte utiliser 30 Md€ au 3^e trimestre.

REGULATION FINANCIERE

Dans une interview accordée au [Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung](#), le ministre des Finances Olaf Scholz se prononce pour modification législative afin d'octroyer à l'**autorité de supervision, BaFin**, un droit d'intervention directe dans le contrôle des bilans même lorsque le groupe n'est pas un établissement de crédit. Andreas Dombret, ancien membre du directoire de la Bundesbank, propose de pourvoir la **BaFin** de compétences comparables à celles de l'autorité américaine *SEC*. Il évoque par ailleurs l'instauration en Allemagne d'une obligation de rotation plus fréquente des auditeurs.

BANQUES ET ASSURANCES

Martin Zielke, **PDG de Commerzbank**, a décidé, de [quitter son poste](#) au plus tard le 31 décembre 2020, en accord avec le conseil de surveillance, dont le président, Stefan Schmittmann, a également présenté sa démission, effective le 3 août. Le directoire devait présenter début août une nouvelle stratégie, en réaction aux critiques de plusieurs actionnaires dont l'américain Cerberus (cf. BE 18/2020). « La banque a besoin d'une profonde transformation et, pour ceci, d'un nouveau PDG auquel les marchés financiers accorderont le temps nécessaire pour la réalisation d'une nouvelle stratégie », a déclaré M. Zielke.

Deutsche Bank a signé une déclaration d'intention avec [Google Cloud](#) pour bénéficier de ses serveurs et développer de nouveaux services financiers. Un contrat de plusieurs années devrait être conclu au cours des prochains mois. La banque versera [150 M\\$](#) au Département des services financiers de l'Etat de New York pour avoir effectué des transactions financières au nom de Jeffrey Epstein et avec deux banques accusées de blanchiment d'argent, Danske Estonia et FBME.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 8 juillet 2020